

(Nederlandse versie hieronder)

(Deutsche Fassung hierunter)

## NOTE AU COMITE DE CONCERTATION

(date)

**Concerne :** Mise en œuvre de la procédure européenne relative à la désignation d'une « Capitale européenne de la Culture 2030 » en Belgique

## A. PRESENTATION DU DOSSIER

1. European Capitals of Culture

Les 'Capitales européennes de la culture' (*European Capitals of Culture*, ci-après appelées ECOC) sont un dispositif de l'Union européenne (UE) régi par la décision n° 445/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 et la décision 15451/2017/UE pour les titres des années 2020 à 2033.

Ce dispositif permet de désigner, pour une période d'un an, une ville-hôte chargée d'organiser un programme de manifestations culturelles.

Les objectifs de ce dispositif sont les suivants :

- Protéger et promouvoir la diversité des cultures en Europe et mettre en évidence leurs caractéristiques communes, ainsi que renforcer le sentiment d'appartenance des citoyens à un espace culturel commun ;
- Favoriser la contribution de la culture au développement à long terme des villes en fonction de leurs stratégies et priorités respectives.

2. ECOC en Belgique

En 2030, il revient à la Belgique (BE), à Chypre (CY), et à un pays candidat à l'adhésion à l'UE, de désigner une ECOC. En Belgique, Anvers (1993), Bruxelles (2000), Bruges (2002) et Mons (2015) ont été désignées à ce titre précédemment.

BE, en tant qu'État membre de l'UE, est chargé d'organiser la compétition entre ses villes. L'appel public à candidatures est à lancer par BE avant la fin de l'année civile 2023.

Au niveau institutionnel belge, l'organisation du processus de désignation de l'ECOC 2030 BE relève de la compétence exclusive des Communautés sur la Culture ; il est donc de la responsabilité des trois Communautés de mettre en œuvre pour BE la procédure établie au niveau européen. Les modalités de coopération intra-belge à cet égard doivent quant à elles être définies de commun accord.

3. Procédure européenne : principes et orientations

La procédure d'attribution du titre de Capitale européenne de la Culture 2030 se déroule conformément aux dispositions de la décision du Parlement européen et du Conseil sus-mentionnée, et jointe à la présente note.

Les aspects suivants de la procédure peuvent être soulignés :

- Le principe de concours ouvert entre villes, garant d'une dynamique de développement de projets de qualité à long-terme et de traitement équitable entre villes potentiellement candidates, est obligatoire et est garanti aux différents stades du processus ;
- Le jury de sélection se compose d'un panel de 10 à 12 experts indépendants : 10 membres nommés par les institutions et organes de l'Union (3 COM, 3 CE, 3 PE, 1 Comité Régions) et (maximum) 2 experts que les Etats membres ont la faculté de désigner s'ils le souhaitent. Le président du jury est l'un des experts européens, le vice-président peut être l'un des experts de l'État membre. Les experts désignés au niveau UE font partie d'un pool 'permanent'; ils évaluent les candidatures sur plusieurs années<sup>1</sup>. Tous les rapports du jury sont publics ;
- Les projets des villes candidates doivent répondre à un grand nombre de critères de fond et de forme ;
- Tous les trois ans, une troisième capitale de culture est désignée au sein d'un pays candidat ou d'un pays candidat potentiel. Ce sera le cas en 2030.

L'organisation et la gestion du concours pour les ECOC sont assurées par l'État membre. Les différentes étapes de la procédure (préparation, lancement, pré-sélection, sélection, désignation, monitoring) et les modalités de celles-ci sont décrites dans le dispositif lui-même et précisées dans des 'guidelines' et 'roadmap' à l'attention des Etats membres.

Pour la mise en œuvre opérationnelle de la procédure, les Etats membres sont invités à désigner une 'autorité de gestion' (*Managing Authority*) et sont libres d'en déterminer le modèle. Il s'agit généralement du ministère de la culture de l'État membre, ou d'une agence liée aux pouvoirs publics.

Dans le cas de BE, un modèle de coopération fonctionnel impliquant les 3 communautés doit être défini pour remplir le rôle de *Managing Authority*.

Le *Managing Authority* a les tâches et responsabilités suivants :

- Être le point de contact unique (single point of contact) pour les villes candidates et la Commission européenne
- Organiser la procédure du concours et de sélection pour l'ECOC, en toute neutralité et conformément aux lignes directrices européennes, y compris les réunions d'information, le lancement de l'appel, l'organisation de la présélection et de la sélection par le jury, ainsi que les conférences de presse correspondantes.
- Veiller à ce que les conditions de concurrence soient équitables pour toutes les villes candidates tout au long du concours (level playing field).
- Coopérer avec la Commission européenne dans le cadre de ce projet.

L'anglais est la langue principale de travail et de communication pour la mise en œuvre de la procédure.

Tout au long du processus, la Commission européenne informe, accompagne et guide les Etats membres, qui restent responsables du bon déroulement de la procédure. La Commission est en outre toujours présente lors des entretiens de sélection et apporte son soutien à l'organisation des jurys. Elle organisera par ailleurs pour l'ECOC 2030 la procédure de sélection pour les pays candidats (potentiels), qui est similaire à la procédure en vigueur pour les pays membres.

La désignation formelle de la ville lauréate se fait quant à elle par approbation de la sélection du jury indépendant, par les Ministres de la Culture pour l'Etat membre.

---

<sup>1</sup> A noter : aucun expert belge ne fera partie du panel désigné par UE pour la sélection de l'ECOC 2030 BE.

## B. PROPOSITION DE DECISION

Vu la décision n° 2229/2020/EU pour les titres des années 2020 à 2033 ;

Considérant que la Communauté française, la Communauté flamande et la Communauté germanophone exercent la compétence exclusive et conjointe sur la mise en œuvre de la décision européenne pré-citée (voir la Constitution belge art. 128 et 130) ;

Considérant qu'un modèle de coopération fonctionnel impliquant les 3 communautés doit être défini pour remplir le rôle de *Managing Authority* et assurer le secrétariat des travaux tout au long de la procédure ;

Considérant l'accord intervenu en Conférence Interministérielle Culture le 24 avril 2023 portant sur le modèle de gouvernance pour la mise en œuvre de la procédure européenne pré-citée, tel que proposé conjointement par les Ministres de la Culture des Communautés française, flamande et germanophone ;

Considérant la possibilité pour les deux grandes Communautés de désigner chacune un expert indépendant dans le jury ;

Considérant que la procédure relative au concours entre villes doit être engagée pour la Belgique avant la fin de l'année 2023 ;

Après avoir entendu les représentants des Communautés ;

### Le Comité de Concertation

- acte que la responsabilité de la mise en œuvre de la procédure de l'ECOC pour la Belgique incombe aux Ministres de la Culture des Communautés flamande, francophone et germanophone, qui prendront conjointement toute décision qui s'y rapporte, dans le respect des dispositions d'application au niveau européen, au niveau belge et au niveau de chaque entité. Tout au long du processus, les Ministres de la Culture rapporteront en Conférence Interministérielle Culture (CIM Culture), par la voix de son Président ou sa Présidente, des décisions prises et de l'état d'avancement de la procédure ;
- charge la Communauté française, la Communauté flamande et la Communauté germanophone, par l'intermédiaire de leurs Ministres de la Culture, de lancer pour la Belgique la procédure de désignation de la Capitale européenne de la Culture 2030, avant la fin de l'année civile 2023, conformément aux dispositions de la décision européenne pré-citée.
- acte qu'un comité de pilotage (« ECOC 2030 BE Committee ») sera mis sur pied par les trois Communautés pour assurer le suivi de la mise en œuvre de la procédure et pour endosser conjointement les responsabilités du « Managing Authority » ; ce comité de pilotage sera composé de représentants des cabinets des Ministres de la Culture et des administrations de la Culture des trois Communautés, sur proposition des Ministres de la Culture dûment mandatés par leurs gouvernements respectifs ;
- acte que, sans préjudice de la responsabilité conjointe des 3 communautés, et pour des raisons de simplification administrative et logistique, il est prévu que le secrétariat central (*single point of contact*), de même que la gestion journalière déléguée des tâches qui incombent au « Managing

Authority », seront confiés au DCJM de la Communauté flamande. Le DJCM agira pour le compte de l'ECOC 2030 BE Commitee, en concertation avec ses homologues des deux autres communautés, en utilisant les canaux de communication et adresse(s) courriel(s) propres à l'ECOC 2030 BE. Les modalités pratiques de cette collaboration seront précisées dans un protocole détaillé, qui sera soumis à l'approbation conjointe des Ministres de la Culture et à la signature des hauts fonctionnaires des administrations en charge, avant le lancement de l'appel à candidature. Ce protocole fixera notamment la clé de répartition des charges liées à la gestion de la procédure et la répartition des tâches, telles que définies dans les *rules of procedures* et *guidelines* de la Commission européenne par entité. L'anglais sera la langue de travail et de communication pour la mise en œuvre opérationnelle de la procédure, pour le secrétariat central et la gestion journalière déléguée.

- décide que les Ministres de la Culture des Communautés française et flamande proposeront chacun pour le jury un expert indépendant qui répond aux critères fixés par l'UE ; cette proposition devra recevoir l'assentiment des 3 Ministres de la Culture ;

## NOTA aan het OVERLEGCOMITE

(date)

**Betreft:** Het uitvoeren van de Europese procedure voor de aanwijzing van "Culturele Hoofdstad van Europa 2030" in België

### A. CONTEXT

#### 1. Culturele Hoofdstad van Europa

De 'Culturele Hoofdsteden van Europa' (European Capitals of Culture, Europese Culturele Hoofdstad, hierna ECOC genoemd) zijn een initiatief van de Europese Unie (EU) dat valt onder besluit 2229/2020/EU van het Europees Parlement en de Raad van 23 december 2020 tot wijziging van besluit nr. 445/2014/EU tot vaststelling van een actie van de Unie voor het evenement "Culturele hoofdsteden van Europa" voor de periode 2020 tot 2033.

Deze regeling maakt het mogelijk om voor de periode van één jaar een gaststad aan te wijzen die verantwoordelijk is voor de organisatie van een programma van culturele evenementen.

De doelstellingen van de competitie 'European Capital of Culture' zijn als volgt:

- de diversiteit van culturen in Europa beschermen en bevorderen en hun gemeenschappelijke kenmerken voor het voetlicht brengen, alsook het gevoel van verbondenheid met een gemeenschappelijke culturele ruimte bij de burgers versterken;
- de bijdrage van cultuur aan de langetermijnontwikkeling van steden stimuleren overeenkomstig hun respectieve strategieën en prioriteiten.

#### 2. ECOC in België

In 2030 is het aan België (BE), Cyprus (CY) en een kandidaat-lidstaat voor EU-lidmaatschap om een culturele hoofdstad aan te wijzen. In België konden voorheen Antwerpen (1993), Brussel (2000), Brugge (2002) en Bergen (2015) deze titel dragen.

België is als EU-lidstaat verantwoordelijk voor het organiseren van de competitie tussen haar steden. De lidstaat lanceert de openbare oproep tot kandidaatstelling vóór het einde van het kalenderjaar 2023.

Op Belgisch institutioneel niveau valt de organisatie van het benoemingsproces van ECOC BE 2030 onder de exclusieve bevoegdheid van de Cultuurgemeenschappen; het is daarom de verantwoordelijkheid van de drie Gemeenschappen om voor de lidstaat de op Europees niveau vastgelegde procedure toe te passen. De modaliteiten van de intra- Belgische samenwerking op dit vlak moeten in onderling overleg worden vastgelegd.

#### 3. Europese procedure: principes en richtlijnen

De procedure voor het toekennen van de titel Culturele Hoofdstad van Europa 2030 vindt plaats in overeenstemming met de bepalingen van het bovengenoemde besluit van het Europees Parlement en de Raad, dat aan deze nota is gehecht.

De volgende aspecten van de procedure verdienen de aandacht:

- Het beginsel van open competitie tussen steden, dat een duurzame dynamische ontwikkeling van kwaliteitsprojecten en een eerlijke behandeling tussen potentiële kandidaat-steden garandeert, is verplicht en wordt gegarandeerd in de verschillende stadia van het proces;
- Het selectiepanel bestaat uit een panel van 10 tot 12 onafhankelijke experten: 10 leden benoemd door de instellingen en organen van de Unie (3 COM, 3 EC, 3 EP, 1 Regiocomité) en (maximaal) 2 deskundigen die vrij worden aangeduid door de eigen lidstaat. De voorzitter van de jury is één van de Europese deskundigen, de vicevoorzitter kan één van de deskundigen van de lidstaat zijn. De op EU-niveau aangestelde deskundigen maken deel uit van een 'permanente' pool; zij beoordelen aanvragen over meerdere jaren. Alle juryrapporten zijn openbaar;
- De projecten van kandidaat-steden moeten voldoen aan een groot aantal inhoudelijke en formele criteria;
- Elke drie jaar wordt binnen een kandidaat-lidstaat of een potentiële kandidaat-lidstaat een derde culturele hoofdstad aangewezen. In 2030 is dit het geval.

De organisatie en het beheer van de ECOC competitie wordt verzorgd door de lidstaat. De verschillende stadia van de procedure (voorbereiding, lancering, preselectie, selectie, benoeming, monitoring) en de modaliteiten ervan worden gespecificeerd in 'guidelines' en een 'roadmap' ter attentie van de lidstaten.

Voor de operationele uitvoering van de procedure worden de lidstaten verzocht een 'Managing Authority' aan te wijzen en het model ervan te bepalen. Dit is meestal het ministerie van Cultuur van de lidstaat of een instantie die gelieerd is aan een overheidsinstantie.

In het geval van België moet een functioneel samenwerkingsmodel worden gedefinieerd waarbij de drie Gemeenschappen betrokken zijn om de rol van 'Managing Authority' te vervullen.

De Managing Authority heeft de volgende taken en verantwoordelijkheden:

- Het aanspreekpunt zijn voor kandidaat-steden en de Europese Commissie;
- Het organiseren van de wedstrijd- en selectieprocedure voor de culturele hoofdstad, in volledige neutraliteit en in overeenstemming met de Europese richtlijnen, inclusief informatiebijeenkomsten, de lancering van de oproep, de organisatie van de voorselectie en selectie door de jury, evenals de bijhorende persconferenties;
- Ervoor zorgen dat de competitievoorwaarden eerlijk zijn voor alle kandidaat-steden tijdens de hele competitie (level playing field garanderen);
- Samenwerken met de Europese Commissie in het kader van dit project.

Engels is de belangrijkste voer- en communicatietaal voor de uitvoering van de procedure.

Gedurende het hele proces informeert, ondersteunt en begeleidt de Europese Commissie de lidstaten, die verantwoordelijk blijven voor het goede verloop van de procedure. De Commissie is ook steeds aanwezig tijdens de selectiegesprekken en ondersteunt de organisatie van de jury's.

De formele aanwijzing van de winnende stad wordt gedaan door goedkeuring van de selectie van de onafhankelijke jury, door de ministers van Cultuur van de lidstaat.

## **B. VOORSTEL VAN BESLISSING**

Gezien Besluit nr. 2229/2020/EU voor de titels van 2020 tot 2033;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap exclusief en gezamenlijk bevoegd zijn voor de uitvoering van bovenvermelde Europese beslissing (zie art. 127 en 130 van de Belgische grondwet);

Overwegende dat er een functioneel samenwerkingsmodel moet worden gedefinieerd waarbij de drie gemeenschappen betrokken zijn om de rol van beheersautoriteit te vervullen en het secretariaat van het werk gedurende de hele procedure te verzekeren;

Gelet op de beslissing van de Interministeriële Conferentie Cultuur van 24 april 2023 over het governancemodel voor de uitvoering van voornoemde Europese procedure, zoals gezamenlijk voorgesteld door de Ministers van Cultuur van de Franse, Vlaamse en Duitstalige Gemeenschap;

Gezien de mogelijkheid voor de twee grote gemeenschappen om elk een onafhankelijke deskundige in de jury aan te stellen;

Overwegende dat de procedure met betrekking tot de concurrentie tussen steden voor België vóór eind 2023 moet worden opgestart;

Na de vertegenwoordigers van de Gemeenschappen te hebben gehoord;

Het Overlegcomité:

- neemt nota van het feit dat de verantwoordelijkheid voor de uitvoering van de procedure van de culturele hoofdstad voor België berust bij de ministers van Cultuur van de Vlaamse, Franse en Duitstalige Gemeenschap, die samen elke beslissing hierover zullen nemen, met inachtneming van de bepalingen die van toepassing zijn op Europees niveau, op Belgisch niveau en op het niveau van elke gemeenschap. Gedurende het hele proces brengen de ministers van Cultuur via hun voorzitter verslag uit aan de Interministeriële Conferentie Cultuur (IMC Cultuur) over de genomen besluiten en de voortgang van de procedure;
- geeft de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap de opdracht om, via hun ministers van Cultuur, de procedure voor de aanwijzing van België als Culturele Hoofdstad van Europa 2030 te starten vóór het einde van het burgerlijk jaar 2023, in overeenstemming met de bepalingen van het eerder genoemde Europese besluit;
- neemt nota van het feit dat er door de drie Gemeenschappen een stuurgroep ("ECOC 2030 BE Committee") zal worden opgericht om toezicht te houden op de tenuitvoerlegging van de procedure en om gezamenlijk de verantwoordelijkheden van de "Managing Authority" op zich te nemen. Deze stuurgroep zal zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van de kabinetten van de ministers van Cultuur en van de administraties van Cultuur van de drie Gemeenschappen, op voorstel van de ministers van Cultuur, naar behoren gemachtigd door hun respectieve regeringen;
- neemt nota van het feit dat, onverminderd de gezamenlijke verantwoordelijkheid van de drie gemeenschappen en om redenen van administratieve en logistieke vereenvoudiging, het centrale secretariaat (enig aanspreekpunt), evenals het gedelegeerde dagelijkse beheer van de taken van de "Managing Authority", worden toevertrouwd aan DCJM van de Vlaamse Gemeenschap. DCJM zal optreden namens het ECOC 2030 BE Committee, in overleg met de twee andere gemeenschappen, met gebruikmaking van de communicatiekanalen en e-mailadres(sen) die specifiek zijn voor de ECOC 2030 BE. De praktische modaliteiten van deze samenwerking zullen worden vastgelegd in een gedetailleerd protocol, dat vóór de lancering van de oproep tot kandidaatstelling ter gezamenlijke goedkeuring zal worden voorgelegd aan de ministers van Cultuur en ter bekraftiging aan de leidend ambtenaren van de drie administraties bevoegd voor

Cultuur. Dit protocol zal met name de sleutel bepalen voor de toekenning van de kosten in verband met het beheer van de procedure en de taakverdeling, zoals bepaald in het reglement van orde en de richtlijnen van de Europese Commissie voor elke entiteit. Engels zal de voer- en communicatietaal zijn voor de operationele uitvoering van de procedure, voor het centrale secretariaat en het gedelegeerde dagelijkse bestuur;

- besluit dat de ministers van Cultuur van de Franse en de Vlaamse Gemeenschap elk voor de jury een onafhankelijke expert voorstellen die beantwoordt aan de door de EU opgelegde criteria. Dit voorstel moet de goedkeuring krijgen van de drie ministers van Cultuur;

NOTE AN DEN FÖDERALEN KONZERTIERUNGSAUSSCHUSS

(datum)

**Betreff: Durchführung des europäischen Verfahrens zur Auswahl einer "Europäischen Kulturhauptstadt 2030" in Belgien**

**A. KONTEXT**

**1. Europäische Kulturhauptstädte**

Die "Kulturhauptstädte Europas" (*European Capitals of Culture*, im Folgenden ECOC) sind eine Einrichtung der Europäischen Union (EU), die durch Verordnung 445/2014/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 und der Verordnung 15451/2017/EU für die Titel der Jahre 2020 bis 2033 geregelt wird.

Diese Regelung ermöglicht es, für einen Zeitraum von einem Jahr eine Gastgeberstadt zu bestimmen, die ein Programm mit kulturellen Veranstaltungen organisieren soll.

Die Ziele dieser Einrichtung sind folgende:

- Schutz und Förderung der Vielfalt der Kulturen in Europa und Hervorhebung ihrer gemeinsamen Merkmale sowie Stärkung des Zugehörigkeitsgefühls der Bürger zu einem gemeinsamen Kulturrbaum;
- Förderung des Beitrags der Kultur zur langfristigen Entwicklung der Städte entsprechend ihren jeweiligen Strategien und Prioritäten.

**2. ECOC in Belgien**

Im Jahr 2030 ist es an Belgien (BE), Zypern (CY) und einem EU-Beitrittskandidaten, eine ECOC zu benennen. In Belgien haben bereits Antwerpen (1993), Brüssel (2000), Brügge (2002) und Mons (2015) zuvor diesen Titel getragen.

BE ist als EU-Mitgliedstaat dafür verantwortlich, den Wettbewerb zwischen seinen Städten zu organisieren. Die öffentliche Ausschreibung ist von BE bis zum Ende des Kalenderjahres 2023 zu veröffentlichen.

Auf der institutionellen Ebene Belgiens fällt die Organisation des Auswahlverfahrens für den ECOC 2030 BE in die ausschließliche Zuständigkeit der drei für Kultur zuständigen Gemeinschaften. Daher sind die drei Gemeinschaften dafür verantwortlich, dass auf europäischer Ebene festgelegte Verfahren für BE umzusetzen. Die Modalitäten der innerbelgischen Zusammenarbeit in dieser Hinsicht müssen einvernehmlich festgelegt werden.

**3. Europäisches Verfahren: Grundsätze und Leitlinien**

Das Verfahren zur Verleihung des Titels "Kulturhauptstadt Europas 2030" (im Folgenden ECOC 2030 genannt) wird gemäß den Bestimmungen des oben genannten und beigefügten Beschlusses des Europäischen Parlaments und des Rates durchgeführt.

Die folgenden Aspekte des Verfahrens können hervorgehoben werden:

- Das Prinzip des offenen Wettbewerbs zwischen den Städten, das die Dynamik einer langfristigen Entwicklung qualitativ hochwertiger Projekte und eine faire Behandlung der potenziellen Bewerberstädte garantiert, ist obligatorisch und wird in den verschiedenen Phasen des Prozesses gewährleistet;
- Die Auswahljury setzt sich aus einem Gremium von 10 bis 12 unabhängigen Experten zusammen: 10 Mitglieder, die von den Organen und Einrichtungen der Union ernannt werden (3 KOM, 3 EG, 3 EP, 1 Ausschuss der Regionen) und (höchstens) 2 Experten, die die Mitgliedstaaten auf Wunsch ernennen können. Der Vorsitzende der Jury ist einer der EU-Sachverständigen, der stellvertretende Vorsitzende kann einer der Sachverständigen des Mitgliedstaates sein. Die auf EU-Ebene ernannten Experten sind Teil eines "permanenten" Pools; sie bewerten die Bewerbungen über mehrere Jahre hinweg. Alle Berichte der Jury sind öffentlich;
- Die Projekte der Bewerberstädte müssen eine Vielzahl von inhaltlichen und formalen Kriterien erfüllen;
- Alle drei Jahre wird eine dritte Kulturhauptstadt innerhalb eines EU-Beitrittskandidaten oder eines potenziellen EU-Beitrittskandidaten bestimmt. Dies wird 2030 der Fall sein.

Die Organisation und Verwaltung des ECOC-Wettbewerbs obliegen den Mitgliedstaat. Die verschiedenen Phasen des Verfahrens (Vorbereitung, Einleitung des Auswahlverfahrens, Vorauswahl, Auswahl, Benennung, Monitoring) und die Modalitäten werden vorgegeben und in sogenannten 'Guidelines' und einer sogenannten 'Roadmap' für die Mitgliedstaaten näher erläutert.

Für die operative Umsetzung des Verfahrens werden die Mitgliedstaaten aufgefordert, eine 'Verwaltungsbehörde' (*Managing Authority*) zu benennen, und es steht ihnen frei, das Modell dieser Behörde festzulegen. Dabei handelt es sich in der Regel um das Kulturministerium des Mitgliedstaates oder um eine mit der Regierung verbundene Agentur.

Im Falle von BE muss ein funktionierendes Kooperationsmodell unter Einbeziehung der drei Gemeinschaften definiert werden, um die Rolle der *Managing Authority* zu erfüllen.

Die *Managing Authority* hat folgende Aufgaben und Verantwortlichkeiten:

- Als zentrale Anlaufstelle („single point of contact“) für die Bewerberstädte und die Europäische Kommission dienen.
- Organisation des Wettbewerbs- und Auswahlverfahrens für das ECOC auf neutrale Weise und im Einklang mit den europäischen Leitlinien, einschließlich Informationsveranstaltungen, der Einleitung der Ausschreibung, der Organisation der Vorauswahl und der Auswahl durch die Jury sowie der entsprechenden Pressekonferenzen.
- Gewährleisten, dass während des gesamten Wettbewerbs gleiche Wettbewerbsbedingungen für alle Bewerberstädte herrschen („level playing field“).
- Zusammenarbeit mit der Europäischen Kommission im Rahmen dieses Projekts.

Englisch ist die Hauptarbeits- und Kommunikationssprache für die Durchführung des Verfahrens.

Während des gesamten Prozesses informiert, begleitet und leitet die Europäische Kommission die Mitgliedstaaten, die weiterhin für den reibungslosen Ablauf des Verfahrens verantwortlich sind. Darüber hinaus ist die Kommission stets bei den Auswahlgesprächen anwesend und unterstützt die Mitgliedsstaaten bei der Organisation der Jurys. Darüber hinaus wird sie für den ECOC 2030 das Auswahlverfahren für (potenzielle) Beitrittskandidaten organisieren, das dem Verfahren für die Mitgliedsländer ähnelt.

Die offizielle Ernennung der Gewinnerstadt erfolgt durch die Kulturminister der Mitgliedsstaaten mittels der Genehmigung der Auswahl der unabhängigen Expertenjury.

## B. ENTScheidungsvorlage

Aufgrund der Verordnung 2229/2020/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Dezember 2020 zur Änderung der Verordnung 445/2014/EU über die Einrichtung einer Aktion der Europäischen Union für die „Kulturhauptstädte Europas“ im Zeitraum 2020 bis 2033;

In der Erwägung, dass die Französische Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft und die Deutschsprachige Gemeinschaft die ausschließliche und gemeinsame Zuständigkeit für die Umsetzung des oben genannten Europäischen Beschlusses ausüben (siehe Art. 128 und 130 der belgischen Verfassung);

In Anbetracht dessen, dass ein funktionierendes Kooperationsmodell unter Einbeziehung der drei Gemeinschaften definiert werden muss, um die Rolle der *Managing Authority* zu definieren sowie die Umsetzung des gesamten Verfahrens durch ein Sekretariat zu gewährleisten;

In Anbetracht der auf der Interministeriellen Kulturkonferenz am 24. April 2023 erzielten Einigung über das Governance-Modell für die Umsetzung des oben genannten europäischen Verfahrens, wie es gemeinsam von den Kulturministern der Französischen, der Flämischen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgeschlagen wurde;

In Anbetracht der Möglichkeit für die beiden Flämische und Französische Gemeinschaften, jeweils einen unabhängigen Experten in die Jury zu berufen;

In der Erwägung, dass das Verfahren ECOC 2030 für Belgien vor Ende 2023 eingeleitet werden muss;

Nach Anhörung der Vertreter der Gemeinschaften;

Der föderale Konzertierungsausschuss

- nimmt zur Kenntnis, dass die Verantwortung für die Umsetzung des ECOC-Verfahrens für Belgien bei den Kulturministern der Flämischen, der Französischen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft liegt, die gemeinsam alle diesbezüglichen Entscheidungen treffen werden, wobei die Durchführungsbestimmungen auf europäischer Ebene, auf belgischer Ebene und auf Ebene der einzelnen Teilstaaten zu beachten sind. Während des gesamten Prozesses berichten die Kulturminister auf der Interministeriellen Kulturkonferenz (CIM Culture) durch ihren Vorsitzenden oder ihre Vorsitzende über die getroffenen Entscheidungen und den Stand des Verfahrens;
- beauftragt die Französische Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft und die Deutschsprachige Gemeinschaft, durch ihre Kulturminister für Belgien das Verfahren zur Benennung der Europäischen Kulturhauptstadt 2030 vor Ende des Kalenderjahres 2023 gemäß den Bestimmungen des oben genannten Europäischen Beschlusses einzuleiten.
- nimmt zur Kenntnis, dass die drei Gemeinschaften einen Lenkungsausschuss ("ECOC 2030 BE Committee") einrichten werden, der die Umsetzung des Verfahrens überwacht und gemeinsam die Verantwortung der "Managing Authority" übernimmt; dieser Lenkungsausschuss wird sich aus Vertretern der Kabinette der Kulturminister und der Kulturverwaltungen der drei Gemeinschaften auf Vorschlag der von ihren jeweiligen Regierungen ordnungsgemäß bevollmächtigten Kulturminister zusammensetzen;

- nimmt zur Kenntnis, dass unbeschadet der gemeinsamen Verantwortung der drei Gemeinschaften und aus Gründen der administrativen und logistischen Vereinfachung vorgesehen ist, dass das zentrale Sekretariat („*single point of contact*“) sowie die delegierte tägliche Verwaltung der Aufgaben, die der "Managing Authority" obliegen, dem DCJM der Flämischen Gemeinschaft übertragen werden. Das DJCM wird im Namen des ECOC 2030 BE Committee in Absprache mit seinen Kollegen aus den beiden anderen Gemeinschaften handeln und dabei die Kommunikationskanäle und E-Mail-Adresse(n) des ECOC 2030 BE nutzen. Die praktischen Modalitäten dieser Zusammenarbeit werden in einem detaillierten Protokoll festgelegt, das den Kulturministern zur gemeinsamen Genehmigung und den leitenden Beamten der zuständigen Verwaltungen zur Unterzeichnung vorgelegt wird, bevor die Aufforderung zur Einreichung von Bewerbungen veröffentlicht wird. In diesem Protokoll wird insbesondere der Schlüssel für die Verteilung der mit der Verwaltung des Verfahrens verbundenen Kosten und die Verteilung der Aufgaben festgelegt, wie sie in den Verfahrensregeln und Leitlinien der Europäischen Kommission für die einzelnen Einrichtungen festgelegt sind. Englisch wird die Arbeits- und Kommunikationssprache für die operative Umsetzung des Verfahrens, für das zentrale Sekretariat und die delegierte tägliche Verwaltung sein.
- beschließt, dass die Kulturminister der Französischen und der Flämischen Gemeinschaft jeweils einen unabhängigen Experten, der die von der EU festgelegten Kriterien erfüllt, für die Jury vorschlagen; dieser Vorschlag muss die Zustimmung der drei Kulturminister erhalten.

Pour la Communauté française,

Bénédicte Linard

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

Voor de Vlaamse Gemeenschap,

Jan Jambon

Minister-President van de Vlaamse Regering,

Vlaams Minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management

Für die deutschsprachige Gemeinschaft,

Isabelle Weykmans

Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien